



Infrastructures routières

Nouvelles voiries à Ouagadougou et à Koudougou *Page 6*

Commerce

**Difficultés
d'écoulement
du sucre et de
l'huile produits
au Burkina,
des mesures
fortes du
gouvernement
pour booster
ces secteurs** *Page 3*

Energies renouvelables



**Le Back-up solaire
pour une
autonomisation
énergétique** *Page 8*

Education

**5 milliards de F CFA
pour la construction
de deux lycées
scientifiques** *Page 10*



Plus de professionnalisme dans le traitement de l'information sécuritaire



Rémis Fulgance DANDJINOU
Officier de l'Ordre National

Le Burkina Faso, longtemps considéré comme un havre de paix connaît depuis 2015 des attaques terroristes sans précédent. Depuis cette année, le phénomène s'est intensifié sur l'ensemble du territoire. Les hommes de médias sans y être préparés sont confrontés à la problématique du traitement de l'information liée à ce phénomène. Toute chose qui n'est pas sans occasionner des manquements. Et des manquements, on en constate chaque jour. Ces insuffisances sont dues aux manques de formations spécifiques sécuritaires accordés à l'ouvrier de la plume. A contexte nouveau, dispositif nouveau.

Pour pallier ces insuffisances, les journalistes et les médias doivent renforcer leurs capacités opérationnelles sur les questions liées à la sécurité et la diffusion de messages modérés sur les attaques terroristes pour plus de professionnalisme dans le traitement de l'information à chaud. La couverture médiatique des attaques terroristes nécessite un certain nombre de principes et précautions que le journaliste ne doit pas occulter ; il se doit de les respecter scrupuleusement. Afin de donner l'information saine aux populations sans les alarmer, l'Homme de média a l'obligation d'observer un certain nombre de règles.

Avant la diffusion d'une information capitale, il doit savoir quelle position adopter c'est-à-dire peser le pour et le contre sur la nécessité de diffuser certaines informations. En 2015, lorsque le «café cappuccino» et le «taxi brousse » sur l'Avenue Kwamé Nkrumah étaient pris pour cibles par les terroristes, les informations livrées dans la grande majorité des médias pouvaient modifier les intentions de l'ennemi et mettre en danger les Forces de défense et de sécurité et même les populations. Dans cette lutte contre le terrorisme, les médias doivent sensibiliser les populations à développer des réflexes sécuritaires et non faire l'apologie du terrorisme. Le journaliste reporter de par son professionnalisme et l'attente du public ne peut se permettre de diffuser l'information sans l'avoir traité au préalable. Il ne doit en aucun cas diffuser des informations non officielles et il doit s'abstenir de jouer au sensationnel, surtout dans un tel contexte. Le journaliste reporter doit se mettre en tête que dans ce contexte sécuritaire fragilisé par les attaques terroristes, certaines informations ne peuvent être données facilement comme celles liées à la sécurité. Il doit se mettre à l'esprit que le secret-défense est une information dont la divulgation peut compromettre les intérêts stratégiques d'un pays ■



Directeur de publication :

Ministre de la Communication
et des relations avec le parlement,
Porte-parole du Gouvernement

Rédacteur en chef :

Coordonnateur du SIG

Direction artistique et Maquette :
OPTIMAC

Equipe de rédaction :

Chefs de Département du SIG,
Chefs de Divisions du SIG
DCPM des ministères

Crédits photos : SIG

Difficultés d'écoulement du sucre et de l'huile produits au Burkina Faso



**Des mesures
fortes du
gouvernement
pour booster
ces secteurs**

Le ministère du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat a entrepris d'importantes mesures conjoncturelles et structurelles en 2018 pour résoudre les méventes du sucre et de l'huile des industries régulièrement installées au Burkina Faso. En effet ces secteurs de l'industrie alimentaire traversent des crises consécutives à la mévente, à la recrudescence de la fraude et à la faiblesse de la régulation des importations des produits similaires. L'ensemble des mesures prises face à cette situation sont une réponse du gouvernement pour faciliter l'écoulement des produits locaux et assurer le développement des industries dans notre pays.

Des mesures conjoncturelles

Des mesures prises pour l'écoulement du sucre

Les mesures conjoncturelles prises pour l'écoulement du sucre sont les suivantes :

- l'intensification de la surveillance du marché et la lutte contre les spéculations et la hausse des prix ;
- le lancement le 30 avril 2018 d'une opération spéciale de contrôle de produits de grande consommation ;
- la signature d'un protocole d'accord entre les distributeurs et la SN-SOSUCO et la mise en place d'un comité de suivi du respect des intentions d'achat ;
- le relèvement de la valeur devant servir de base de liquidation du sucre importé.

Ces actions ont permis l'enlèvement d'importants stocks auprès de la SN-SOSUCO par les distributeurs signataires du protocole. A la date du 31 janvier 2019, le stock de 31 000 tonnes de la campagne 2018 a été intégralement écoulé.

Des mesures prises pour l'écoulement de l'huile alimentaire

Les mesures conjoncturelles prises pour l'écoulement de l'huile alimentaire sont les suivantes :

- les concertations avec les importateurs et distributeurs d'huiles en vue de stimuler l'écoulement des huiles alimentaires de production nationale ;
- la régulation des importations des huiles alimentaires pour permettre aux unités nationales d'écouler leurs productions ;
- l'intensification des actions de contrôle sur toute l'étendue du territoire national.

Ces mesures ont permis l'achat de plus de 240 000 bidons de 20 litres d'huiles alimentaires pour une valeur de plus de 3 milliards F CFA auprès de la SN-Citec par les distributeurs d'huile à la date du 04 février 2019. Pour l'ensemble des huileries, le stock est passé de 679 657 bidons de 20 litres en juillet 2018 à 82 401 bidons à la date du 6 février 2019. Il faut noter également au titre des autres mesures conjoncturelles :

- la saisie entre autres de 44 000 bidons de 20 litres d'huile raffinée et 94 460 litres d'huile brute ;
- la fermeture de 44 unités de production d'huiles alimentaires irrégulièrement installées ;
- le démantèlement de 6 presses artisanales.

Des mesures structurelles

Les mesures structurelles suivantes ont été prises :

- l'adoption du décret n°2018-0860/PRES/PM/MCIA/MINEFID du 05 octobre 2018 fixant la liste des produits soumis à autorisation spéciale d'importation (ASI) et à autorisation spéciale d'exportation (ASE) ;



- l'assainissement du marché des huiles alimentaires à travers l'obligation de déclaration des marques et l'analyse des échantillons correspondants auprès de l'ABNORM. Les marques d'huile alimentaire non répertoriées seront interdites de vente au Burkina Faso ;
- le suivi périodique et rigoureux des statistiques sur l'utilisation des Autorisations Spéciales d'Importation (ASI) en collaboration avec les services de douanes ;
- la mise en place de la Brigade mobile de contrôle des produits de grande consommation (BMC) ;
- la tenue régulière des sessions de l'observatoire national de lutte contre la fraude du sucre au Burkina Faso avec la participation effective de la SN-SOSUCO.

D'une manière générale, l'adoption du décret n°2018-0860/PRES/PM/MCIA /MINEFID du 05 octobre 2018 ci-dessus cité permet de traiter les problématiques de mévente sur l'ensemble des produits répertoriés.

En outre, la politique du « consommons local » en cours sera intensifiée à l'effet de booster l'écoulement des produits de l'industrie et de l'artisanat.

Le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat va renforcer et intensifier les actions d'assainissement et de surveillance du marché et de lutte contre la fraude. Pour rendre ces actions plus efficaces, il convient de travailler en synergie pour relever le défi de la qualité de nos produits et de la compétitivité de nos entreprises ■

**Ministère du Commerce de l'Industrie
et de l'Artisanat**

Nouvelles voiries à Ouagadougou et à Koudougou

Monsieur Simon COMPAORE, représentant Son Excellence Monsieur le Premier ministre, a procédé les 26 et 27 décembre 2018, au lancement officiel des travaux d'aménagement des voies urbaines dans les villes de Ouagadougou et de Koudougou. Des voies qui permettront de décongestionner et de fluidifier la circulation dans ces deux centres urbains.



Après Ouagadougou et Bobo-Dioulasso pour la première phase, le ministère des Infrastructures, toujours soucieux de l'amélioration de la mobilité des personnes et des biens vient de lancer le deuxième volet du Programme d'aménagement de voiries urbaines. Cette fois, en plus de Ouagadougou, la ville de Koudougou est à l'honneur. Dans la cité du cavalier rouge, ce sont 09 Km de routes qui seront remis à neuf, en béton bitumineux. Il s'agit de l'Avenue Dreux, de la section de la RN13, allant du Collège St Joseph Moukassa à l'hôpital de l'Amitié, de la rue 1.32, de l'Avenue Philippe Zinda Kaboré, de la rue du marché de Koudougou, des alentours du marché, de la rue allant de la Mairie au rond-point du commissariat de police et de l'embranchement de la RN13 à Sitarail. La piste Koudougou-Palگو, longue de 10 km, sera également réhabilitée.

Dans la ville de Ouagadougou, les quartiers périphériques de Sondogo, de Karpala et de Djikofè bénéficieront eux aussi du programme d'aménagement des voiries urbaines. Ce sont au total 1,5 km de routes qui seront bitumés en BB à Karpala et 5,2 km de routes entre Sondogo et Boassa, en bicouche. A Djikofè, deux (02) ou-

vrages de franchissement seront réalisés. Et les entreprises retenues pour l'exécution des travaux dans ces différents quartiers sont : L'Entreprise Globex Construction, le Groupement d'entreprises ECR-BTP-Ingénierie et Zhejiang Communication avec un délai de réalisation de six (06) à sept (07) mois. Le coût total des travaux se chiffre à 4 058 893 871 F CFA.

Dans la ville de Koudougou, c'est l'entreprise Kanazoé Salif (EKS) qui a été retenue pour la réalisation des différents travaux de bitumage avec un délai d'exécution de 7 mois. A ce niveau, le montant de ces réalisations s'élève à 2 274 078 495 F CFA, entièrement financé par le budget de l'Etat.

Le ministre des Infrastructures, Eric BOUGOUMA, a annoncé le début, dans les mois à venir, des travaux de construction des routes Sakoinzé-Koudougou, Ouagadougou-Kongoussi, Banfora-Gaoua ainsi que la réalisation des voiries dans les quartiers Karpala, Toudwéogo et Nagrin de la ville de Ouagadougou ■

Service d'Information du Gouvernement



Le Back-up solaire pour une autonomisation énergétique

Le ministre de l'Energie Dr Bachir Ismaël Ouédraogo a procédé ce lundi 25 février 2019 à Ouagadougou, au lancement du projet Back-up solaire. Sous la houlette de l'Agence nationale des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ANEREE), le département en charge de l'énergie vise à travers ce projet, diversifier les sources d'énergie avec une place de choix pour le solaire.

Les ménages, les particuliers, les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les petites et moyennes industries (PMI) constituent les maillons essentiels de la population et de l'économie burkinabè. C'est pourquoi ils sont les principales cibles du projet le Back-up solaire visant à leur permettre de se doter d'équipements solaires de qualité et certifiés et à même de couvrir leurs besoins énergétiques. Lancé de lundi 25 février 2019 par le ministre l'Energie, le Projet Back-up solaire est une mesure incitative de l'Etat burkinabè dont le but est de faciliter l'acquisition de systèmes solaires photovoltaïques avec stockage pour les besoins énergétiques. Pour le ministre Dr Bachir Ismaël Ouédraogo, le Back-up solaire est un projet d'autonomisation énergétique qui contribuera à réduire les délestages, en redéployant l'énergie économisée vers d'autres ménages.

Les kits du projet Back-up solaire sont des armoires énergétiques hybrides munies d'un système de stockage intégré, mobiles prêtes



à l'emploi et faciles à installer. Le projet met à la disposition des utilisateurs différents kits en fonction des besoins et à des prix allant de 160 mille F CFA à 3 millions de F CFA.

ENERGIES RENOUVELABLES

Le ministre de l'Energie a aussi rassuré les potentiels souscripteurs, de la qualité des équipements qui proviennent de grandes firmes répondant aux normes et certifications internationales et qui seront installés par des sociétés agréées par son département.

Pour l'acquisition de ces kits, après souscription, une possibilité est offerte pour payer cash ou à travers des prêts solaires aux taux de 0%, sur une durée maximum de 03 ans, avec un différé de remboursement de 03 mois après la mise en service de l'installation solaire.



La gestion de ce projet revient à l'Agence nationale des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (ANEREE) dont le Directeur général Issouf Zoungana rassure du traitement diligent des dossiers de souscription ■

Le Service d'Information du Gouvernement (SIG)

DESCRIPTION DES SOLUTIONS «BACKUPS SOLAIRES»

Les solutions « Backups solaires » peuvent être opposées aux simples kits solaires allant de 5W à quelques centaines de Watts et qui sont utilisées uniquement pour les besoins d'éclairage et de recharge de téléphones portables (faibles puissances).

Les Backups solaires se présentent comme des armoires énergétiques hybrides mobiles faciles à installer et contenant : un onduleur hybride (pouvant prendre plusieurs sources d'énergie différentes), des batteries solaires de stockage, des éléments de protections, des modules automatiques d'inverseur de sources, de gestion des charges et de télégestion. Ils sont conçus pour délivrer des puissances de 1kVA, 3kVA, 5kVA, etc., en s'appuyant sur la consommation des différentes classes de ménages, PME/PMI. Ce sont des unités autonomes prédimensionnées et prêtes à l'emploi. Les systèmes de stockage intégrés permettent des autonomies en utilisation d'équipements classiques de types éclairages, ventilateurs,

téléviseurs, ordinateurs, climatiseurs, congélateurs... et sont parfaitement adaptés pour les ménages et la petite industrie.

Ces solutions peuvent également servir :

- ♦ à l'accès aux services énergétiques des ménages ruraux à coûts très abordables et avec un déploiement rapide ;
- ♦ au pompage solaire pour favoriser l'irrigation des cultures avec des techniques modernes (goutte à goutte par exemple) pour booster l'agriculture ;
- ♦ à la fourniture d'électricité pour tout moteur ou système entrant dans la transformation des produits agro-alimentaires : moulins, décortiqueuses, rappeuses (cas des plateformes multifonctionnelles), congélateurs pour la conservation des produits maraîchers ;
- ♦ aux travailleurs du secteur tertiaire (soudeurs, tailleurs, poissonniers...), de poursuivre leurs activités même en cas d'indisponibilité de la fourniture d'électricité ;
- ♦ etc.

Source : Ministère de l'Energie.

5 milliards de F CFA mobilisés pour la construction de deux lycées scientifiques au Burkina Faso



Le ministre en charge de l'Education nationale, le Pr Stanislas OUARO a procédé au lancement officiel des travaux de construction de deux lycées scientifiques nationaux dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso les 15 et 19 février 2019.

Deux lycées scientifiques nationaux sortiront de terre d'ici six (06) mois dans les villes de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso. Ces creusets du savoir, ambitionne de former des milliers de jeunes talents qualifiés à servir le Burkina Faso. Les

connaissances des élèves en mathématiques, en sciences et en technologies seront renforcées dans ces établissements scientifiques nationaux de référence afin de leur permettre d'intégrer des grandes écoles de formation d'ingénieurs. Ces infrastructures seront composées entre

autres de blocs pédagogiques, de salles de cours, d'une salle de professeurs, de laboratoires, de salles d'informatiques, de bibliothèques, d'une salle d'études, d'une salle de projection et des blocs administratifs. Elles abriteront aussi à terme, des blocs d'hébergement de logements séparés filles et garçons, des blocs de locaux communs comprenant des salles de fête, d'un restaurant/cuisine, d'un complexe sportif olympique, d'un bloc infirmerie et d'un espace avec des aménagements divers.

Pour le Pr Stanislas OUARO, ces lycées seront dotés d'un statut qui leur permettra de jouir d'une autonomie relative de gouvernance, de gestion et de délibérer sur toutes les questions relatives à la vie de leur structure. Toute chose qui devrait leur assurer un label d'excellence, d'établissement de référence et de rayonnement sous régional.

Toujours pour le ministre de l'Education nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, la réalisation de ces lycées scientifiques dans toutes les régions s'inscrit dans la dynamique de la résolution définitive du manque en élèves de séries C au Burkina Faso. Ces établissements scientifiques sont le fruit du Plan national de développement économique et social (PNDES) dont l'une des composantes est la promotion et le développement des sciences à l'école afin que celles-ci soient véritablement un levier du développement économique et social du pays.

Les locaux, attendus pour la rentrée des classes 2019-2020, offriront de meilleures conditions d'études et de vies aux deux promotions d'élèves boursiers déjà en classe de 2nde et de 1ère dans des lycées d'emprunt.



D'ores et déjà, les futurs bénéficiaires se réjouissent du lancement effectif des travaux. Ils espèrent avoir accès aux matériels et infrastructures (laboratoire, bibliothèque) nécessaires pour étudier dans de meilleures conditions dès l'opérationnalisation des bâtiments.

Les recrutements des élèves se font après les résultats des examens du BEPC où les élèves les plus brillants sont choisis au niveau national. Pour la rentrée 2018-2019, 105 élèves ont été retenus dont 70 définitivement et 35 sur la liste d'attente ■

Service d'Information du Gouvernement



PREMIER MINISTERE

SECRETARIAT PERMANENT
DU PLAN NATIONAL DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL



PNDES

2016-2020

Transformer le Burkina



**Plan National de Développement
Économique et Social (PNDES)**